30 mai 1983 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, accordé à la chaine de télévision américaine "CBS", Williamsburg, lundi 30 mai 1983.

QUESTION.- Monsieur le Président pour vous, est-ce que ce sommet, très simplement a été une réussite ou un échec ?

- LE PRESIDENT.- Toute chose humaine, toute conférence réunissant de nombreux participants, ne peut pas aller aussi loin que chacun d'entre eux souhaiterait. Mais on ne peut pas appeler cela un échec. S'il s'agit de mettre d'accord sur des problèmes importants, sept grands pays, on peut dire que nous y sommes parvenus : et sur une déclaration solennelle sur les problèmes de la sécurité, notamment en Europe, et sur certaines lignes de force d'une politique économique de reprise, je considère que la conférence de Williamsburg est de ce point de vue un progrès, et quand il y a progrès il y a réussite, en corrigeant tout aussitôt cette appréciation par le fait que toute démarche est lente, mais le principal est d'aller dans la bonne direction. C'est ce que nous avons fait, et nous ne sommes pas encore au but.

- QUESTION.- Est-ce qu'il y a une chose dans ce sommet que vous pouvez souligner comme la plus importante pour la France et pour l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- C'est la prise de conscience collective des sept pays participants, plus le président de la Commission européenne, d'un certain nombre de problèmes de sécurité et d'économie brûlants : chacun est de plus en plus amené à écouter les autres, à tenir compte des autres, bref à resserrer la solidarité. Cela s'est produit sur les deux textes. Pour la France, le fait de rappeler les grands principes sur lesquels repose la sécurité en Europe et sur lesquels doit se porter la négociation nécessaire, c'est très important. Mais le fait d'avoir posé le problème des taux d'intérêts réels, d'avoir dessiné le processus devant conduite à une conférence monétaire internationale, d'avoir amélioré notre approche des problèmes des pays en voie de développement, où l'on n'est certes pas allé aussi loin qu'il aurait fallu, ce sont là des points très importants.\

QUESTION.- Est-ce que vous croyez, monsieur le Président que le président Reagan a compris, a bien compris les effets en Europe de ce déficit et de ces taux d'intérêts très hauts ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que M. Reagan est préoccupé par cette situation, pas simplement par-rapport aux pays d'Europe et aux pays en voie de développement, mais aussi par-rapport aux intérêts des Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes. C'est vrai, j'ai tenu à le rappeler, je n'ai pas été le seul : lorsque l'on constate que ces taux d'intérêts réels sont les plus élevés qu'on ait connus depuis la crise 1929 - 30, les plus élevés de loin, on doit se poser la question : est-ce donc une crise aussi grave, qui veut que ces taux d'intérêts soient encore plus élevés que pendant deux guerres mondiales, pendant la guerre mondiale qui vient de se dérouler et au lendemain de la première guerre mondiale, sauf les années de crise que je viens de rappeler, et qui a laissé tant de souvenirs tragiques ? Cela M. Reagan le sait comme moi-même, mais le fait que tous les participants de la conférence venus d'Europe et le Japon aient insisté sur ce point, est, je le crois, utile à notre réflexion.\

QUESTION.- On a dit, monsieur le Président, que vous-même et le président Reagan parlez deux langages : le littéral, et puis le politique, et malgré cela on a dit aussi que vous avez trouvé une espèce de -rapport avec le président américain. Est-ce vrai ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas qui a dit une chose pareille. Nous n'avons pas deux langages. Ce qui est vrai, c'est que nous représentons deux pays différents, et que notre premier devoir

Ce qui est vrai, c'est que nous représentons deux pays différents, et que notre premier devoir c'est de défendre l'intérêt de notre pays, jusqu'à la limite où l'intérêt de ce pays, le mien, le sien, risquerait d'être exagérément contraire aux intérêts communs. C'est ce que nous pratiquons depuis deux ans, lui et moi, par une série d'approximations plus ou moins réussies, mais qui nous incitent à persévérer.
- Quant aux relations de personnes, M. Reagan est un hôte agréable qui accepte de débattre de chaque chose. Je n'irai pas jusqu'à dire que sa bienveillance le pousse à épouser mes conceptions. Je ne dirai pas davantage que j'épouserais les siennes dans le domaine économique ou social et parfois même monétaire, mais nous avons assez de points communs pour nous sentir à l'aise dans le groupe de nations où nous sommes, et nous avons aussi une conception de la sécurité et de la paix héritée de nos prédécesseurs, qui, dans les grandes circonstances de l'histoire, et nous sommes aujourd'hui à Williamsburg, ont toujours été à l'unisson.\
QUESTION.- Monsieur le Président, parlons un peu de la France. Sous le général de Gaulle et avec une certaine continuité, sous Pompidou et Giscard, les Etats-Unis ont vu la France loin, assez loin de l'Alliance atlantique, mais maintenant vous voilà, un autre Président de la France, rejoignant beaucoup d'autres pays, six autres pays en signant un accord très ferme sur le déploiement des missiles et sur les négociations avec l'Union soviétique, et voilà que la France dans une semaine sera l'hôte du premier meeting de l'OTAN depuis 20 ans. Qu'est-ce qui a changé dans les -rapports entre la France et les Etats-Unis, ou qu'est-ce qui a changé pour l'Alliance, et qu'est-ce qui a changé dans la menace ?
- LE PRESIDENT.- Dans certaines grandes circonstances depuis 25 ans, mes prédécesseurs ont marqué leur unité d'action avec les Etats-Unis d'Amérique. Rappelez-vous l'affaire de Berlin, l'affaire de Cuba, bien d'autres encore. Mais c'est vrai que la France a quitté le commandement intégré de l'OTAN et organisé sa force stratégique de dissuasion autonome. Rien n'est changé à cela. La force stratégique française reste autonome, nous ne nous sommes pas rapprochés du commandement intégré de l'OTAN, mais nous restons des membres loyaux de l'Alliance atlantique.\
Le texte qui a été adopté aujourd'hui ne signifie pas autre chose, ne signifie pas du tout que la France ait fait un pas de plus vers le commandement intégré de l'OTAN. C'est pourquoi j'ai tenu à ce que les termes de cette déclaration ne soient pas reliés directement aux décisions prises par les pays appartenant au commandement intégré de l'OTAN. Vous n'y trouverez pas de référence. Il n'y a de référence qu'aux actes auxquels la France a participé, pas aux autres, mais j'ai déjà, au nom de la France, exposé que nous considérions comme dangereux pour la sécurité en Europe, la présence massive d'un armement nucléaire tactique, soviétique devant lequel il n'y a pas de forces comparables, des forces nucléaires tactiques. J'ai dit cela au nom de mon pays et j'ai constaté que, s'il n'y avait pas un accord on irait inévitablement vers le déploiement des Pershing. En ce sens, comme ma règle, c'est l'équilibre des forces dans le monde, mais aussi un meilleur équilibre en Europe, ma pensée a rejoint celle - sur ce point - des membres de l'OTAN. On dira que la pensée des membres de l'OTAN est plus proche de celle de la France, mais là s'arrête la comparaison. J'ai pris mes responsabilités en tant que chef de l'Etat de la République française, et je ne me suis engagé dans aucune institution du type OTAN intégrée. Il n'en sera pas davantage question. Nous ne sommes pas partis à la négociation de Genève £ nous observons, nous voulons défendre la paix en Europe et ailleurs, nous sommes proches de nos alliés, mais notre démarche reste autonome.
- Le fait de recevoir les membres de l'OTAN à Paris n'a pas non plus d'autre signification. Nous ne sommes pas membres - je le répète encore une fois, pour être bien compris - du commandement intégré de l'OTAN, c'est-à-dire que nous n'appartenons pas à la structure, nous n'obéissons pas aux instructions et aux directives qui sont données, nous sommes en dehors, mais nous sommes toujours dans l'Alliance. C'est cette distinction sur laquelle j'insiste et qui fait que la France peut parfaitement recevoir les membres de l'Alliance à Paris, où ils seront bien reçus, mais sans que l'on puisse confondre sur-le-plan que je viens de dire : l'autonomie de décision de la France dans sa stratégie de dissuasion.\
QUESTION.- Je me demande, monsieur le Président, une question un peu en dehors du Sommet

: si vous pouvez aider la presse américaine, est-ce que vous avez eu l'impression que M. Reagan sera encore candidat, pour le Président ?
- LE PRESIDENT.- Même si je le savais, je ne le dirais pas. C'est une affaire de politique intérieure et je respecte trop ce pays et les différentes forces politiques qui s'y expriment de la majorité et de l'opposition pour m'exprimer sur ce sujet.\